

Le rôle des fintechs et de la culture financière dans le renforcement de l'inclusion financière : une revue de la littérature

Younes ZEROUALI*, Said HINTI¹

¹ *Laboratoire de recherche en compétitivité économique et performance managériale (larcepem), Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Souissi, Université Mohamed V, Rabat*

*Corresponding author : youness_zerouali@um5.ac.ma

Résumé

L'innovation financière, portée par les fintechs et les big techs, a considérablement élargi l'accès aux services financiers en repoussant les frontières traditionnelles de la bancarisation. Des solutions comme le mobile money et le crowdfunding ont permis d'intégrer une population auparavant exclue du système financier formel. Cependant, cette transformation a également brouillé les cadres réglementaires, avec l'entrée d'acteurs non bancaires, tels que les entreprises de télécommunications et les grandes plateformes technologiques, dans l'intermédiation financière. La littérature récente met en évidence l'impact majeur de ces innovations sur l'inclusion financière, tout en soulignant la nécessité d'une régulation adaptée pour encadrer cette expansion et en minimiser les risques.

À travers une revue de la littérature récente, cet article met en évidence les avancées significatives réalisées dans l'inclusion financière grâce aux fintechs, en particulier en Afrique et en Asie, où le mobile money a joué un rôle clé. Cependant, plusieurs défis persistent, notamment l'exclusion numérique, le manque de formation financière et la confiance limitée des populations vulnérables dans les nouveaux services financiers. L'article souligne ainsi l'importance de coupler le développement des fintechs avec des programmes d'éducation financière et des politiques publiques adaptées pour garantir une inclusion financière durable et équitable.

Mots-clés : Fintech, inclusion financière, culture financière, mobile money, culture financière digitale.

Abstract

Financial innovation, driven by fintechs and bigtechs, has significantly expanded access to financial services, pushing back the traditional boundaries of banking. Solutions such as mobile money and crowdfunding have made it possible to integrate populations previously excluded from the formal financial system. However, this transformation has also blurred regulatory frameworks, as non-bank players—such as telecom companies and major technology

platforms—have entered financial intermediation. Recent literature highlights the significant impact of these innovations on financial inclusion while emphasizing the need for appropriate regulation to guide this expansion and mitigate its risks.

Through a review of recent studies, this article underscores the progress made in financial inclusion thanks to fintechs, particularly in Africa and Asia, where mobile money has played a key role. However, several challenges remain, including digital exclusion, lack of financial literacy, and limited trust among vulnerable populations in new financial services. Therefore, this article stresses the importance of coupling fintech development with financial education programs and appropriate public policies to ensure sustainable and equitable financial inclusion.

Keywords : Fintech, financial inclusion, financial literacy, mobile money, digital financial literacy.

1. Introduction

L'inclusion financière garantit que les individus et les entreprises ont un accès responsable et durable à des produits et services financiers à des prix raisonnables, y compris la banque, le crédit, l'assurance et les systèmes de paiement. Elle vise à réduire les inégalités en fournissant un accès financier aux groupes défavorisés et marginalisés et en encourageant le développement économique (Demirgüç-Kunt et al., 2021). L'inclusion financière est un catalyseur essentiel de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté, en particulier dans les régions où une grande partie de la population est sous-bancarisée.

L'adoption des FinTechs suscite de plus en plus d'attention dans le monde académique. Cependant, peu d'études ont utilisé le Modèle d'Acceptation de la Technologie (TAM), la Théorie du Comportement Planifié (TPB) et l'Indice de Préparation Technologique (TRI) pour analyser ce phénomène, notamment dans les zones rurales en Inde. La plupart des recherches se sont concentrées sur les populations urbaines ou ont examiné un cadre théorique unique, entraînant une compréhension fragmentée des déterminants influençant l'adoption des FinTechs (Sharma & Munjal, 2024).

L'évaluation de l'ampleur et de l'impact de nombreuses initiatives de ce type peut aider à établir des repères et des objectifs pour les décideurs politiques, les institutions financières et le développement économique. Malgré l'examen approfondi des facteurs technologiques, l'attention portée aux dimensions psychologiques et comportementales reste insuffisante, en particulier dans les milieux ruraux où la culture numérique et les infrastructures technologiques sont souvent limitées (Ali et al., 2021). De plus, peu d'études empiriques examinent les effets combinés de ces facteurs sur différents groupes d'âge, de genre et de revenu dans les zones rurales. L'impact des FinTechs sur l'amélioration de l'accès aux services financiers, ainsi que sur le renforcement de la culture financière et du bien-être financier à long terme, demeure encore largement inexploré (Morgan & Trinh, 2020).

L'inclusion financière est aujourd'hui reconnue comme un levier essentiel du développement économique et social. Elle se définit comme l'accès universel aux services financiers formels, permettant aux individus et aux entreprises d'utiliser des produits bancaires et de paiement de manière sûre et efficace. Toutefois, malgré les avancées réalisées ces dernières décennies, environ 1,4 milliard de personnes dans le monde restent exclues du système financier formel, particulièrement dans les pays en développement. Cette exclusion touche principalement les populations à faible revenu, les habitants des zones rurales et certaines catégories marginalisées, perpétuant ainsi les inégalités économiques et sociales. Dans ce contexte, l'essor des FinTechs et le développement de la culture financière apparaissent comme des solutions prometteuses pour renforcer l'inclusion financière.

Les FinTechs, en s'appuyant sur l'innovation technologique, ont profondément transformé le paysage financier en proposant des services plus accessibles, rapides et économiques. Grâce aux paiements mobiles, au crédit en ligne, aux plateformes de financement participatif et aux assurances digitales, elles permettent de contourner les obstacles traditionnels tels que l'éloignement des agences bancaires, les coûts élevés des transactions et les lourdeurs administratives. Dans de nombreux pays en développement, ces innovations ont permis de sauter l'étape des infrastructures bancaires classiques et d'accélérer l'adoption de services financiers numériques. L'Afrique et l'Asie illustrent particulièrement cette dynamique, où le mobile money a considérablement élargi l'accès aux services financiers pour les populations non bancarisées. Toutefois, cette démocratisation des services financiers s'accompagne de défis majeurs, notamment en matière de régulation, de protection des consommateurs et de cybersécurité.

Parallèlement, la culture financière joue un rôle fondamental dans la réussite de l'inclusion financière. Disposer d'outils innovants ne suffit pas si les usagers ne possèdent pas les connaissances et compétences nécessaires pour les utiliser de manière efficace et sécurisée. Une bonne culture financière favorise une adoption éclairée des services financiers numériques, protège les consommateurs contre les risques tels que la fraude et le surendettement, et renforce la confiance envers ces nouvelles solutions. L'importance de cette complémentarité entre FinTechs et éducation financière s'est accentuée ces dernières années, notamment sous l'effet de la pandémie de COVID-19. Les mesures de confinement ont accéléré la digitalisation des transactions financières et poussé des millions de personnes à adopter les paiements mobiles et les services en ligne pour la première fois. Cependant, cette transition rapide a également mis en lumière les lacunes en matière de compétences numériques et financières, freinant parfois l'adoption de ces services par crainte des fraudes ou d'une mauvaise gestion des ressources financières.

Ainsi, pour assurer une inclusion financière durable et équitable, il est impératif de coupler le développement des FinTechs avec des initiatives d'éducation financière et des politiques publiques adaptées. Cet article propose une revue de la littérature sur le rôle des FinTechs et de la culture financière dans le renforcement de l'inclusion financière. Il examine les avancées réalisées grâce aux innovations technologiques, les défis liés à la régulation et à la protection

des consommateurs, ainsi que l'impact de la culture financière sur l'adoption et l'utilisation optimale des services financiers numériques. En mettant en lumière ces interactions, cette étude vise à apporter une compréhension approfondie des leviers permettant d'élargir l'accès aux services financiers et de garantir leur utilisation de manière responsable et sécurisée.

Cet article scientifique examine le rôle complémentaire des fintechs et de la culture financière dans le renforcement de l'inclusion financière. Il adopte une structure rigoureuse, débutant par une Introduction qui expose le contexte et la problématique, en mettant en lumière l'importance de l'inclusion financière et les opportunités offertes par les fintechs associées à une meilleure culture financière. La Revue de la littérature analysera les travaux récents des sept dernières années, explorant les liens entre fintech, culture financière et inclusion.

La Méthodologie détaillera l'approche documentaire adoptée et les sources mobilisées. Dans la section Analyses et discussions, nous examinerons l'impact concret des fintechs et de la culture financière sur l'inclusion, en illustrant notre propos par des exemples et des arguments issus d'études empiriques. Ensuite, la partie Résultats et implications mettra en avant des études de cas, les avancées observées ainsi que les défis persistants. Enfin, la Conclusion proposera une synthèse des principaux enseignements et formulera des recommandations à destination des acteurs du secteur.

2. Revue de la littérature

Plusieurs courants de littérature ont émergé récemment autour de l'inclusion financière, reflétant la diversité des facteurs qui influencent son développement. Parmi eux, deux approches se démarquent particulièrement. La première porte sur la contribution des fintechs à l'amélioration de l'accès aux services financiers. En exploitant les innovations technologiques, ces nouvelles entreprises ont révolutionné le secteur bancaire en proposant des solutions plus accessibles, rapides et économiques, notamment à travers le mobile banking, le crédit en ligne et les paiements numériques. Elles jouent un rôle crucial dans la réduction de l'exclusion financière, notamment dans les régions où les infrastructures bancaires traditionnelles sont limitées.

La seconde approche s'intéresse au rôle fondamental de la culture financière dans l'adoption et l'utilisation efficace des services financiers. Une meilleure éducation financière permet aux individus de mieux comprendre et gérer leurs finances, d'éviter le surendettement et de se prémunir contre les risques tels que la fraude ou la mauvaise gestion des ressources. Sans un minimum de connaissances financières, même les services les plus innovants risquent d'être sous-utilisés ou mal exploités, limitant ainsi leur impact sur l'inclusion financière.

L'interaction entre ces deux dimensions – l'innovation technologique et la culture financière – constitue aujourd'hui un axe central de la recherche en inclusion financière. De nombreuses études soulignent que le développement des fintechs doit être accompagné d'initiatives d'éducation financière pour garantir une adoption responsable et durable des nouveaux services numériques.

2.1 Fintechs et inclusion financière.

Les recherches récentes confirment de plus en plus que le développement des fintechs favorise l'inclusion financière, bien que son impact puisse varier en fonction des populations et des contextes socio-économiques. Selon un rapport du Fonds Monétaire International (2022), l'essor des services financiers numériques est positivement corrélé avec l'amélioration de l'inclusion financière, notamment via le développement des comptes mobiles, des paiements électroniques et d'autres solutions digitales qui réduisent la dépendance aux infrastructures bancaires traditionnelles.

L'inclusion financière est aujourd'hui un enjeu stratégique majeur qui mobilise à la fois les institutions financières, les gouvernements et les régulateurs à travers le monde. Elle peut être définie comme la facilitation de l'accès aux produits et services financiers pour l'ensemble des catégories de la population, à travers des canaux formels, tout en garantissant leur accessibilité économique et leur adaptation aux besoins spécifiques des usagers. Elle inclut également la protection des droits des consommateurs et la promotion de la culture financière pour favoriser une prise de décision éclairée. Dans ce cadre, de nombreuses études ont analysé les déterminants de l'inclusion financière (Bongomin et Ntaye, 2020), et plusieurs soulignent le rôle central de l'essor des paiements mobiles et des services fintechs, bien que leur impact doive être évalué avec nuance.

L'essor des fintechs contribue à combler certaines fractures économiques et sociales en facilitant l'accès aux services financiers pour des populations traditionnellement exclues du système bancaire formel. En donnant aux ménages à faible revenu et aux petites entreprises les moyens d'accéder à des outils de paiement, d'épargne ou de crédit, les fintechs offrent une alternative aux services bancaires classiques et participent à la réduction des inégalités d'accès. Leur impact est particulièrement significatif dans les économies en développement, où les infrastructures financières traditionnelles sont souvent limitées et où de larges segments de la population restent non bancarisés.

En pratique, les fintechs interviennent dans divers segments du secteur financier, notamment :

- Les paiements mobiles, qui permettent aux utilisateurs d'effectuer des transactions sécurisées sans nécessiter de compte bancaire traditionnel.
- Le crédit en ligne et le microcrédit, qui offrent aux particuliers et aux petites entreprises un accès facilité aux financements sans passer par les procédures complexes et contraignantes des banques classiques.
- L'épargne et l'assurance numérique, qui permettent aux populations à faible revenu de bénéficier de services financiers adaptés à leurs besoins et à leur capacité de contribution.

L'un des principaux atouts des fintechs est leur capacité à fournir des services financiers aux populations vivant dans des zones rurales ou mal desservies, grâce aux plateformes numériques

qui éliminent le besoin de se rendre dans une agence bancaire physique (Shaikh et al., 2023). En outre, en rendant les services financiers plus accessibles et abordables, les fintechs permettent de réduire les coûts traditionnellement associés aux banques classiques (Shen et al., 2020). Cette accessibilité accrue ne profite pas uniquement aux utilisateurs technologiquement avertis, mais contribue également à intégrer des segments de la population jusqu'alors exclus du système financier formel (Bongomin et Munene, 2021).

Au-delà de leur rôle dans l'inclusion financière individuelle, les fintechs soutiennent également l'entrepreneuriat et le développement économique, notamment dans les communautés marginalisées. Grâce aux plateformes de prêt entre particuliers (*peer-to-peer lending*) et aux services de microfinance, elles offrent aux petites entreprises et aux travailleurs indépendants des opportunités de financement qui leur étaient auparavant inaccessibles via le circuit bancaire classique (Yue et al., 2022).

Par ailleurs, les gouvernements collaborent de plus en plus avec les fintechs pour renforcer leurs initiatives d'inclusion financière. Ces partenariats facilitent la distribution des aides sociales, des subventions et d'autres formes d'assistance financière à travers des plateformes numériques, améliorant ainsi l'efficacité et la transparence des transferts (Asif et al., 2023). L'utilisation des technologies financières permet ainsi d'optimiser la gestion des programmes de protection sociale et de soutenir les populations vulnérables de manière plus ciblée.

Malgré leurs nombreuses promesses, les fintechs ne sont pas exemptes de limites et leur adoption repose sur des prérequis que tous les individus ne possèdent pas. L'un des défis majeurs reste l'exclusion numérique, qui concerne les populations ne disposant pas d'une connexion Internet fiable, d'un smartphone ou des compétences numériques de base nécessaires à l'utilisation de ces services. Sans ces éléments, le risque est de voir émerger une nouvelle forme de fracture sociale, où l'accès aux services financiers serait réservé aux personnes technologiquement équipées, laissant les autres en marge du système financier.

Plusieurs études insistent ainsi sur la nécessité d'accompagner le développement des fintechs par des initiatives complémentaires pour garantir une véritable inclusion financière. Parmi ces mesures, on retrouve :

- Des réglementations adaptées, visant à encadrer les pratiques des fintechs et à assurer la protection des consommateurs, notamment en matière de cybersécurité et de protection des données personnelles.
- Des programmes de formation en culture numérique, pour permettre aux populations peu familiarisées avec les outils numériques d'apprendre à les utiliser en toute sécurité.
- Des subventions pour l'équipement technologique, afin de faciliter l'accès aux smartphones et à la connectivité Internet pour les populations à faible revenu.

En somme, la littérature s'accorde à reconnaître le potentiel des fintechs pour renforcer l'inclusion financière. Toutefois, leur efficacité dépend fortement des contextes économiques

et sociaux dans lesquels elles s'insèrent. Une intégration réussie des fintechs dans les politiques d'inclusion financière nécessite une approche globale combinant innovation technologique, cadre réglementaire adapté et promotion de la culture financière. Loin d'être une solution universelle, les fintechs doivent être perçues comme un levier parmi d'autres pour réduire les inégalités d'accès aux services financiers. Afin de maximiser leur impact et d'éviter d'aggraver les fractures existantes, il est essentiel que les gouvernements, les institutions financières et les acteurs du numérique collaborent pour mettre en place des stratégies inclusives, garantissant que ces nouvelles technologies profitent à toutes les catégories de la population, et non seulement aux plus connectées.

2.2 Culture financière et inclusion financière.

La culture financière est une compétence essentielle qui influence directement le bien-être économique des individus et la prospérité des entreprises. Elle se définit comme la capacité à obtenir, comprendre et évaluer les informations financières pertinentes afin de prendre des décisions éclairées en mesurant leurs conséquences économiques. Huston (2010) souligne que la culture financière se manifeste lorsque l'individu possède un ensemble de compétences lui permettant d'utiliser efficacement les ressources disponibles pour atteindre ses objectifs.

Le faible niveau de culture financière et son lien direct avec l'exclusion financière sont devenus des préoccupations majeures à l'échelle internationale (Arun & Kamath, 2015). L'absence d'accès aux services financiers formels ne se limite pas à une impossibilité d'épargne, mais freine également le développement économique des pays (Honohan, 2004). Dans ce contexte, plusieurs initiatives ont été mises en place pour renforcer la culture financière et favoriser l'inclusion des populations vulnérables. Par exemple, les programmes de formation en éducation financière visent à aider les entrepreneurs à mieux comprendre les produits bancaires, à sécuriser leurs transactions et à optimiser leur gestion financière.

Une meilleure culture financière entraîne une augmentation des ressources des micro, petites et moyennes entreprises (MSMEs) et améliore leur performance (Sanistasya et al., 2019). Cela s'inscrit également dans une démarche de lutte contre la pauvreté et de développement économique durable. La capacité des entrepreneurs à gérer efficacement leurs finances influence directement la pérennité et la croissance de leurs entreprises. Une meilleure maîtrise des concepts financiers leur permet non seulement d'améliorer leur rentabilité, mais aussi d'accéder à des financements externes et d'élargir leurs activités (Kasendah & Wijayangka, 2019). Par ailleurs, la culture financière joue un rôle clé dans l'adoption des services financiers numériques. Elle encourage l'utilisation des technologies financières (fintechs), renforce la confiance des utilisateurs et accroît leur sécurité face aux transactions numériques (Prasad et al., 2018).

Un niveau élevé de culture financière est indispensable pour éviter les difficultés économiques. Les problèmes financiers ne résultent pas uniquement d'un faible revenu, mais aussi d'une mauvaise gestion, comme un recours excessif au crédit, un manque de planification budgétaire

ou l'absence d'épargne (Akmal & Saputra, 2016). Gilarso (2004) souligne que la tentation de mener une vie luxueuse conduit souvent les individus à considérer leur revenu comme insuffisant, car ils utilisent systématiquement l'ensemble de leurs ressources pour consommer sans planification. Ainsi, la culture financière est un facteur déterminant du bien-être économique et de la prospérité des individus. Elle façonne la manière dont une personne perçoit ses finances et influence directement les décisions stratégiques des chefs d'entreprise.

3. Méthodologie

Pour étudier l'articulation entre fintechs, culture financière et inclusion financière, nous avons adopté une approche qualitative de recherche documentaire et d'analyse comparative de la littérature existante. La méthodologie s'est déroulée en trois étapes principales.

D'abord, nous avons procédé à une collecte exhaustive des sources pertinentes publiées au cours des sept dernières années (2018 à 2024) sur le sujet. Cette revue de littérature a mobilisé des bases de données académiques (telles que *Google Scholar*, *EconLit*, *ScienceDirect*), des publications institutionnelles (rapports de la Banque mondiale, du FMI, de l'OCDE, etc.), ainsi que des études de cas sectorielles. Les mots-clés utilisés comprenaient *fintech*, *inclusion financière*, *culture financière/éducation financière*, *digital financial inclusion*, en français et en anglais. Nous avons privilégié les articles à comité de lecture (revues scientifiques, conférences) et les rapports d'organisations internationales, afin de garantir la fiabilité et la rigueur des informations. Au total, une cinquantaine de sources ont été retenues, englobant des études globales et régionales (Afrique, Asie du Sud, etc.) afin d'avoir un panorama international équilibré.

Ensuite, nous avons conduit une analyse thématique des contenus recueillis. Chaque source a été examinée afin d'identifier les éléments suivants : (a) définitions et concepts opératoires de l'inclusion financière, des fintechs et de la culture financière ; (b) résultats empiriques concernant l'impact des fintechs sur l'inclusion (exemples chiffrés, effets mesurés, limites observées) ; (c) résultats relatifs au rôle de la culture financière dans l'utilisation des services financiers ; (d) recommandations ou conclusions des auteurs sur les conditions de succès pour améliorer l'inclusion. Nous avons classé les informations selon des thèmes émergents – par exemple « *fintech et accès au crédit* », « *éducation financière des populations vulnérables* », « *inclusion numérique et fractures* », « *contraintes réglementaires* », etc. Cette catégorisation thématique a facilité la synthèse des points convergents et divergents entre les différentes études. Elle a également permis de mettre en lumière les lacunes éventuelles de la littérature existante, orientant notre propre discussion.

Enfin, la synthèse et l'interprétation des résultats ont été menées de manière à répondre à notre question de recherche centrale : *comment l'alliance des fintechs et de la culture financière peut-elle renforcer l'inclusion financière ?* Pour ce faire, nous avons confronté les apports de la littérature aux réalités observées dans divers contextes. Nous avons notamment intégré des études de cas illustratives issues des publications (par exemple, le cas du mobile money au

Kenya ou de l'Inde en matière de paiements numériques) afin de donner une dimension concrète aux analyses.

Notre démarche reste exploratoire et basée sur les données secondaires disponibles, ce qui implique certaines limites : les conclusions tirées dépendent de la qualité des études consultées et peuvent ne pas couvrir tous les contextes (par exemple, une relative pénurie d'études sur la région MENA a été constatée). Néanmoins, en croisant les sources et en retenant des informations corroborées par plusieurs auteurs, nous avons cherché à obtenir une vision robuste et à minimiser les biais. Cette approche méthodologique, centrée sur la littérature récente, nous semble appropriée pour dégager les tendances et bonnes pratiques autour du rôle des fintechs et de l'éducation financière dans l'inclusion, et pour formuler des recommandations éclairées dans la conclusion.

4. Analyse et discussions

À la lumière des travaux compilés, nous analysons ici les interactions entre fintechs et culture financière et leur impact sur l'inclusion financière. Deux axes se dégagent : (4.1) les contributions des fintechs à l'inclusion et (4.2) l'importance de la culture financière pour amplifier et sécuriser ces contributions.

4.1 Fintechs : transformer l'accès aux services financiers.

Les fintechs ont profondément modifié le paysage financier de la dernière décennie, avec des effets notables sur l'accès des populations aux services. L'innovation la plus emblématique en termes d'inclusion est sans doute le mobile money, c'est-à-dire les comptes et portefeuilles accessibles via téléphone mobile. En Afrique subsaharienne notamment, ce service a permis à des millions de personnes d'entrer dans le giron financier sans jamais passer par une agence bancaire classique. Par exemple, le service M-Pesa lancé au Kenya en 2007 a conduit à une explosion du taux de bancarisation (au sens large) dans le pays : en l'espace d'une décennie, la proportion d'adultes kényans disposant d'un compte mobile ou bancaire est passée de moins de 30% à plus de 80%.

Ce cas illustre comment une solution fintech bien adaptée – en l'occurrence, un portefeuille mobile simple d'utilisation permettant dépôts, transferts d'argent et paiements via le réseau de téléphonie peut contourner les obstacles qui excluaient une grande partie de la population (éloignement des banques, coûts élevés, revenu irrégulier) et intégrer financièrement des couches jusqu'alors marginalisées. Plus généralement, les données globales confirment l'essor de ces services : en 2023, on dénombre plus de 640 millions de comptes mobiles actifs dans le monde, contre à peine 13 millions en 2010 (GSMA, rapport 2024). Une croissance portée par l'Afrique mais aussi par l'Asie du Sud et d'autres régions émergentes.

Les fintechs ne se limitent pas aux paiements : elles interviennent aussi dans le crédit digital (plateformes de prêt entre particuliers ou de micro-crédit instantané), l'épargne (applications

d'épargne automatisée, cagnottes en ligne), l'assurance (micro-assurance via mobile, assurance à la demande) ou encore la transmission de fonds internationale (transferts de diaspora à coûts réduits). Autant de domaines où elles ont introduit plus de flexibilité, de rapidité et souvent une baisse des coûts de transaction. Par exemple, des prêteurs en ligne parviennent à financer des petits entrepreneurs en s'appuyant sur des données alternatives (factures télécom, historique d'achats) pour évaluer leur solvabilité, là où les banques traditionnelles refusaient faute de bilan financier réduisant ainsi la dépendance de ces entrepreneurs aux prêteurs informels usuriers (FMI, 2022).

De même, des plateformes d'investissement participatif (crowdfunding) ont vu le jour, permettant à des individus de mobiliser l'épargne de la foule pour financer leurs projets, contournant l'absence de crédit bancaire. En synthèse, les fintechs ont ouvert de nouvelles portes vers l'inclusion financière en proposant des modèles alternatifs mieux adaptés aux populations exclues : services disponibles 24/7 sans besoin de se déplacer, procédures allégées, micro-transactions rentables, usage de la technologie pour réduire les coûts et les asymétries d'information, etc.

Cependant, notre analyse met en évidence que ces avancées technologiques n'atteignent pleinement leur potentiel inclusif qu'en présence de certaines conditions. L'une de ces conditions tient aux usagers eux-mêmes : leur adhésion et leur capacitation à utiliser ces services. Ici entre en jeu la culture financière et numérique de la population cible. En effet, dans les études de cas, on observe que les fintechs prospèrent dans les environnements où les clients disposent d'un minimum de familiarité avec les outils financiers ou numériques.

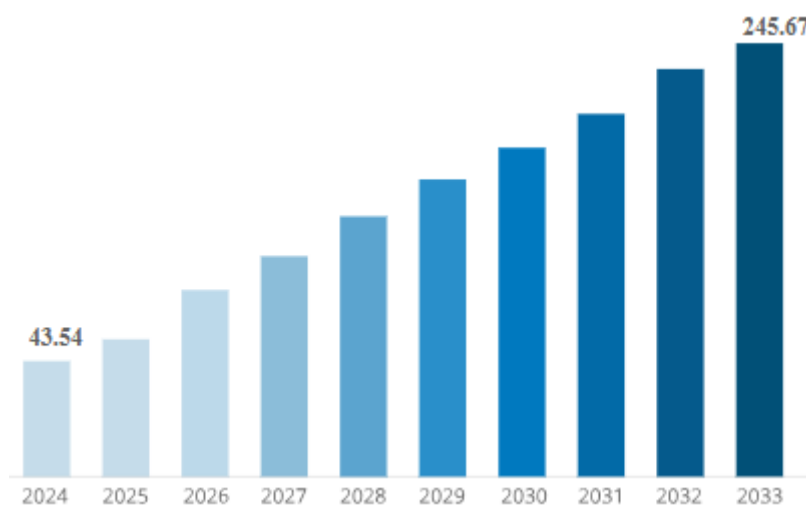
À l'inverse, lorsque ce bagage fait défaut, les fintechs peinent à recruter ou à retenir les utilisateurs. Un exemple frappant ressort de l'étude qualitative menée au Bangladesh : malgré la disponibilité croissante des solutions de mobile banking dans les quartiers urbains pauvres, de nombreux habitants continuaient de privilégier les circuits informels (tontines, prêteurs locaux). Les entretiens ont révélé que le faible niveau d'éducation financière et la méfiance vis-à-vis des institutions constituaient des freins majeurs à l'adoption de ces services formels (Hassan et al., 2025)

De plus, l'illettrisme numérique (ne pas savoir se servir d'un smartphone ou naviguer dans une application) était un obstacle pratique récurrent, rendant ces populations hésitantes à utiliser des portefeuilles mobiles pourtant disponibles (Hassan et al., 2025). Ce phénomène n'est pas isolé : il reflète un enjeu structurel dans de nombreux pays en développement, où une partie de la population, souvent la plus âgée ou la moins instruite, se sent démunie face aux technologies. Même en présence d'agents de terrain ou de tutoriels, la courbe d'apprentissage peut décourager certains usagers potentiels des fintechs. En conséquence, une proportion des exclus financiers risque de le rester non par manque de service disponible, mais par manque de connaissances ou de confiance pour l'utiliser.

4.2 Culture financière : un catalyseur indispensable.

Le marché mondial de l'argent mobile connaît une expansion rapide, avec une valeur estimée à 43,54 milliards USD en 2024 et une projection atteignant 245,67 milliards USD d'ici 2033. Cette croissance, équivalente à un TCAC de 21,2 %, est largement attribuée à l'essor des technologies mobiles et à l'amélioration de l'accès aux services financiers numériques. Grâce aux comptes de fonds mobiles, les utilisateurs peuvent effectuer des transactions sans avoir besoin d'un compte bancaire traditionnel, ce qui facilite l'inclusion financière, en particulier dans les régions en développement (Business Research Insights, 2024).

Figure 1 : Taille du marché de l'argent mobile mondial (2024-2033) en milliers USD



Source : Business Research Insights (2024)

L'argent mobile repose sur un réseau d'agents et d'opérateurs télécoms qui permettent aux utilisateurs d'envoyer, de recevoir et d'épargner de l'argent de manière sécurisée via un téléphone portable. Cette innovation contribue à réduire la fracture financière en permettant à une large population d'accéder aux services financiers, même sans connexion aux institutions bancaires classiques. Avec la généralisation des paiements mobiles et des services numériques, le marché de l'argent mobile devrait continuer à croître rapidement au cours de la prochaine décennie (Business Research Insights, 2024).

La discussion précédente souligne que la culture financière des usagers est un facteur d'amplification de l'impact des fintechs. Une population bien informée financièrement aura tendance à adopter plus rapidement des innovations utiles, à en faire un usage plus intensif et à en tirer de meilleurs bénéfices. Cela crée un cercle vertueux où fintechs et culture se renforcent mutuellement : les fintechs fournissent des outils que les usagers savent utiliser à bon escient, ce qui améliore leur situation financière (par exemple, épargner régulièrement via une appli, éviter les crédits abusifs grâce à des comparateurs en ligne, etc.), et les succès obtenus incitent d'autres à essayer ces outils. Inversement, sans culture, le risque est d'entrer dans un cercle

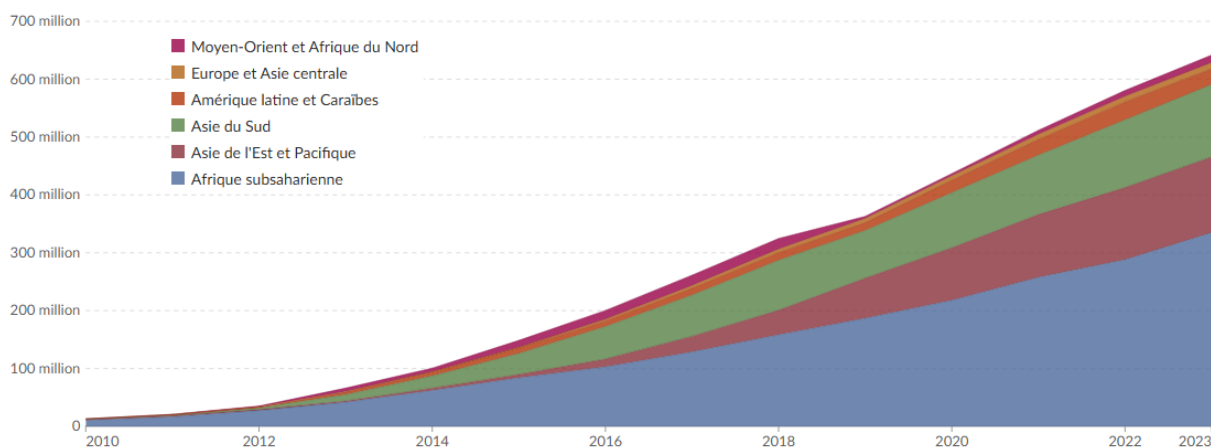
vicieux : méconnaissance engendrant méfiance et non-usage, maintenant les individus en marge du système formel.

La littérature suggère également que la culture financière joue un rôle dans la protection de l'utilisateur face aux risques nouveaux qu'implique la digitalisation. Par exemple, comprendre les notions de base permet d'éviter de tomber dans des arnaques en ligne (phishing, systèmes pyramidaux déguisés en investissements) ou de prendre conscience des frais cachés. À mesure que les services financiers se digitalisent, de nouveaux risques apparaissent – fraude informatique, vol de données, mauvais usage du crédit facile – et seule une éducation financière et numérique adéquate peut donner aux usagers les réflexes de prudence nécessaires (tels que ne pas partager ses codes, lire les conditions d'un prêt, etc.). Ainsi, culture financière rime aussi avec responsabilisation et autonomisation du client dans un univers financier de plus en plus complexe.

Par ailleurs, certaines recherches élargissent la notion de culture financière en y intégrant des dimensions plus collectives ou organisationnelles. Une étude récente menée au Cameroun sur des petits entrepreneurs montre que la culture organisationnelle au sein des entreprises influence le niveau de culture financière de leurs dirigeants et in fine leur inclusion financière.

L'adoption des services de mobile money a connu une croissance exponentielle au cours de la dernière décennie, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie. Le graphique illustre cette évolution en montrant que le nombre de comptes actifs est passé de quasiment zéro en 2010 à près de 700 millions en 2023. Cette montée en puissance s'explique par plusieurs facteurs, notamment la pénétration croissante des téléphones mobiles, l'absence d'infrastructures bancaires traditionnelles dans certaines régions, et les politiques de soutien à l'inclusion financière.

Figure 2 : Croissance exponentielle des comptes d'argent mobile dans le monde (2010–2023)



Source : GSMA, rapport 2024

En résumé de cette analyse, fintechs et culture financière apparaissent comme deux piliers complémentaires. Les fintechs fournissent l'infrastructure d'accès et l'innovation produits, tandis que la culture financière fournit le capital humain pour en tirer profit. L'impact sur l'inclusion financière est maximal lorsque ces deux piliers sont réunis : la technologie ouvre la porte, et l'éducation financière permet de la franchir. Si l'un manque, l'inclusion progresse moins vite ou profite moins aux plus vulnérables.

Cette complémentarité implique que les initiatives d'inclusion financière doivent être pensées globalement, en combinant développement des fintechs et programmes de renforcement des capacités des usagers. Les sections suivantes illustreront, à travers des résultats concrets et des cas d'étude, comment cette approche intégrée se traduit sur le terrain, ainsi que les défis qu'il reste à relever.

5. Résultats et implications

Dans cette section, nous synthétisons les principaux résultats observés quant à l'effet des fintechs et de la culture financière sur l'inclusion, puis nous discutons des implications pratiques, en termes d'avancées réalisées et de défis persistants. Des exemples concrets (études de cas) sont mobilisés pour illustrer ces points.

5.1 Avancées dans l'inclusion financière grâce aux fintechs.

Les dernières données de la Banque mondiale (2022) confirment une progression significative de l'inclusion financière, notamment grâce à la diffusion rapide des services fintech et du mobile money. Selon le Global Findex 2021, la proportion d'adultes possédant un compte, que ce soit auprès d'une institution financière traditionnelle ou via un service mobile, a atteint 76 % au niveau mondial, marquant une avancée majeure par rapport aux 51 % enregistrés en 2011. Cette évolution reflète l'impact des solutions numériques qui facilitent l'accès aux services financiers, en particulier dans les économies en développement, où les infrastructures bancaires classiques restent limitées.

Selon le rapport de la banque mondiale (2022, cette progression de l'accès aux services financiers a été particulièrement marquée dans les pays en développement (71% des adultes ayant un compte en 2021) réduisant l'exclusion, y compris parmi des populations qui étaient historiquement difficiles à bancariser. Une part de ce progrès est directement attribuable à l'essor de solutions fintech inclusives. Par exemple, en Inde, la combinaison d'une politique publique d'inclusion (*Jan Dhan Yojana*) et de la montée en puissance de portefeuilles mobiles et de paiements numériques (tels que Paytm, PhonePe, etc.) a fait passer le taux de bancarisation de 35% en 2011 à plus de 77% en 2021.

De même, en Afrique de l'Ouest, des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Ghana ont vu des bonds spectaculaires du nombre d'adultes ayant un compte, principalement grâce aux comptes mobiles. L'Afrique subsaharienne est désormais la région leader pour la finance

mobile : le mobile money y est devenu un moteur incontournable de l'inclusion, en particulier pour les femmes rurales qui n'avaient souvent ni agence bancaire proche ni moyens de transport faciles (Banque mondiale, 2022).

En 2021, environ 55% des adultes en Afrique subsaharienne possédaient un compte (bancaire ou mobile), contre 34% en 2014, cette hausse étant portée par les services d'argent mobile (FMI, 2022). L'implication de ces avancées est majeure : un meilleur accès aux services financiers formels permet aux individus de sécuriser leur épargne (plutôt que de conserver du cash chez eux), d'accéder à des moyens de paiement plus efficaces, voire d'obtenir des crédits pour entreprendre. Des études macroéconomiques suggèrent que cette inclusion accrue contribue à la réduction de la pauvreté et à la croissance inclusive (Hikouatcha, 2024), car elle favorise l'investissement productif et la résilience financière des ménages.

En outre, les fintechs ont démocratisé l'accès à certains produits financiers spécialisés. Par exemple, des plateformes de micro-assurance santé via mobile en Asie du Sud-Est ont permis à des familles à faible revenu de bénéficier d'une couverture assurance pour quelques dollars par mois, là où aucune offre adaptée n'existait auparavant. De même, les applications d'éducation financière ludiques (ex. quiz financiers intégrés dans des wallets) ont commencé à apparaître, ce qui montre que fintechs et promotion de la culture financière peuvent aller de pair.

L'autre avancée significative à souligner est la réduction de certains écarts : le fossé urbain-rural, par exemple, a été atténué dans des pays où l'agence bancaire la plus proche se trouvait à des dizaines de kilomètres mais où le téléphone mobile, lui, est présent partout. Désormais, effectuer un paiement ou recevoir un virement ne requiert qu'un SMS, même dans un village isolé, ce qui intègre économiquement des zones autrefois oubliées. En somme, les résultats récents sur le terrain confirment nombre des promesses initiales des fintechs : plus de personnes que jamais utilisent des services financiers formels, souvent grâce à des canaux digitaux innovants.

5.2 Défis persistants et conditions de succès.

Malgré ces avancées, tout n'est pas résolu et l'inclusion financière n'est pas totale. Certaines franges de la population restent exclues ou difficiles à atteindre, et de nouveaux défis ont émergé. Nos analyses ainsi que la littérature pointent plusieurs enjeux majeurs à considérer :

- L'exclusion numérique : elle concerne ceux qui n'ont pas accès aux outils technologiques (smartphone, internet) ou ne savent pas s'en servir. Par exemple, les personnes âgées ou peu instruites peuvent se trouver démunies face aux interfaces numériques complexes. Sans efforts spécifiques (formation de base, interfaces en langue locale, assistance humaine via des agents), ces publics risquent d'être laissés de côté.

- La faible culture financière : comme discuté, un manque de connaissances financières de base limite l'usage des services même disponibles. Des utilisateurs mal informés peuvent aussi adopter des comportements inappropriés – par exemple, contracter des micro-crédits successifs sans plan de remboursement, ou partager leurs informations confidentielles par naïveté. Sans programmes d'éducation financière à grande échelle, l'impact des fintechs restera partiel.
- La confiance et la protection du consommateur : l'adoption de nouveaux services dépend fortement de la confiance. Or, les scandales de fraude en ligne, les craintes sur la sécurité des données ou la simple nouveauté peuvent freiner l'adhésion. Les ménages à faible revenu sont particulièrement aversion au risque avec leur argent ; il est donc crucial de mettre en place des mesures de protection (lois sur la protection des données, mécanismes de recours en cas de fraude, transparence sur les frais) pour instaurer un climat de confiance.
- Le cadre réglementaire : l'innovation rapide des fintechs a parfois devancé la régulation. Dans certains pays, l'absence de cadre clair pour les portefeuilles mobiles ou le prêt en ligne a entraîné soit un vide juridique, soit au contraire une interdiction par précaution, les deux situations pouvant freiner l'inclusion. Un équilibre est à trouver pour encadrer les fintechs de manière à protéger les consommateurs et le système financier (lutte anti-blanchiment, etc.) tout en encourageant l'innovation. Les pays qui ont su adopter des réglementations proportionnées (par exemple, des licences « *monnaie électronique* » pour les opérateurs télécom) ont vu fleurir les services fintech en toute sécurité.
- Les inégalités persistantes : enfin, certains écarts demandent des actions ciblées. On a mentionné l'écart de genre qui, bien que réduit dans certains cas par le mobile money, reste présent dans de nombreux pays. De même, l'inclusion des populations rurales les plus reculées peut nécessiter des investissements en infrastructure (réseau mobile, accès à l'électricité) sans lesquels les fintechs ne peuvent opérer. Les personnes handicapées constituent un autre groupe souvent négligé : adapter les services (par exemple aux malvoyants) est nécessaire pour une inclusion véritablement universelle.

Les implications de ces défis sont claires : pour que les progrès d'inclusion se poursuivent, une approche holistique est requise. D'une part, il faut consolider les gains actuels en intégrant pleinement la culture financière dans l'équation. Par exemple, plusieurs pays ont lancé des programmes d'éducation financière nationale (incluant des modules sur les services numériques) destinés aux adultes et aux jeunes, souvent en partenariat avec les opérateurs fintech eux-mêmes. Ces programmes montrent des résultats encourageants en termes d'adoption et d'usage responsable des services (meilleure compréhension des produits d'assurance, hausse du taux d'épargne, etc.). D'autre part, il convient de renforcer l'écosystème autour des fintechs pour lever les obstacles restants. Cela implique d'investir dans l'accès numérique (réduction du coût des smartphones, déploiement d'internet mobile dans les zones blanches), d'adapter la régulation de façon agile (par exemple via des *sandboxes* réglementaires permettant de tester de nouvelles solutions en conditions contrôlées) et de faciliter les synergies entre acteurs traditionnels et fintechs.

Sur ce dernier point, on observe d'ailleurs une tendance à la collaboration banque–fintech : plutôt que de s'opposer, les banques et startups fintech forment des partenariats pour toucher de nouveaux clients (par exemple, une banque s'appuyant sur l'interface d'une fintech pour proposer ses comptes à des jeunes non-bancarisés). Ces collaborations peuvent accélérer l'inclusion en combinant la confiance associée aux institutions établies et l'agilité des nouveaux acteurs (IIF et CFI, 2017). En définitive, les avancées des dernières années confirment que l'alliance des technologies financières et de la culture financière des usagers est une voie prometteuse – peut-être la plus prometteuse – pour atteindre l'objectif d'une inclusion financière universelle. Chaque succès local (tel qu'une augmentation du taux de bancarisation dans un village grâce à un service mobile et à la formation des habitants) fournit un modèle reproductible ailleurs, tandis que chaque défi rencontré éclaire les domaines où des efforts supplémentaires sont requis. Les enseignements tirés de ces résultats guideront nos recommandations finales.

6. Conclusion et recommandations

Notre étude a exploré le rôle conjoint des fintechs et de la culture financière dans le renforcement de l'inclusion financière. Il en ressort que ces deux leviers – l'innovation technologique d'une part, l'éducation et la culture financières d'autre part – sont indissociables pour étendre l'accès aux services financiers de manière équitable et pérenne. Les fintechs ont démontré leur capacité à démocratiser l'accès en apportant des solutions accessibles même aux populations isolées ou à faible revenu, tandis que la culture financière des usagers assure qu'ils puissent s'appropriier ces solutions, en tirer profit en toute confiance, et éviter les pièges potentiels. L'ère actuelle, marquée par la digitalisation accélérée post-Covid, offre une opportunité historique d'inclure des millions de personnes supplémentaires dans le système financier formel. Pour saisir pleinement cette opportunité, nous formulons les recommandations suivantes à l'attention des décideurs publics, des institutions financières et des acteurs fintech :

- Intégrer l'éducation financière dans les stratégies nationales : Les gouvernements et régulateurs devraient déployer des programmes d'éducation financière à grande échelle, en incluant des modules spécifiques sur les services financiers digitaux. Cela peut passer par l'école (introduction de notions financières de base dans les cursus), mais aussi par des campagnes médiatiques et des ateliers locaux pour les adultes. Une population plus éduquée financièrement est plus à même d'adopter et d'utiliser judicieusement les innovations fintech (Hassan et al., 2025).
- Promouvoir la culture financière digitale : En complément de l'aspect financier, il est crucial de renforcer les compétences numériques des citoyens, notamment des femmes, des personnes âgées et des populations rurales. Des formations pratiques à l'usage des applications mobiles, à la sécurité en ligne et aux droits des usagers devraient être proposées. Par exemple, des initiatives communautaires où des jeunes formés apprennent à leurs aînés comment utiliser un portefeuille mobile peuvent porter fruit.
- Encourager l'innovation fintech inclusive : Les autorités doivent continuer à soutenir les fintechs qui ciblent l'inclusion (paiements de faible valeur, micro-crédit agricole,

assurance santé abordable, etc.), via des cadres réglementaires adaptés et éventuellement des incitations (fonds d'investissement à impact, concours d'innovation). Chaque pays gagne à identifier ses besoins spécifiques d'inclusion et à stimuler les solutions fintech correspondantes.

- Renforcer l'infrastructure et l'accès numérique : Le déploiement d'une infrastructure numérique fiable (réseau mobile, internet, identification numérique) est un prérequis pour que les fintechs puissent atteindre les zones éloignées. Des partenariats public-privé pourraient accélérer la couverture des zones rurales en réseau mobile ou l'accès à des smartphones à bas coût pour les ménages modestes, réduisant ainsi la fracture numérique.
- Assurer la protection des usagers et la confiance : La confiance étant clé, les gouvernements et acteurs du secteur doivent travailler à la fois sur la réglementation (protection des données personnelles, mécanismes de lutte contre la fraude) et sur la transparence des services. Les fintechs devraient adopter des chartes de protection du client, communiquer clairement sur les frais et conditions, et éventuellement intégrer des outils d'auto-gestion (plafonds de dépenses paramétrables, alertes en cas de solde faible, etc.) pour aider les clients à utiliser leurs services de façon responsable.
- Mesurer et évaluer les progrès : Enfin, il est recommandé d'établir un suivi régulier des indicateurs d'inclusion financière – y compris l'utilisation effective des services et pas seulement la possession d'un compte. Les enquêtes (telles que le Global Findex) devraient être complétées par des études nationales plus fréquentes. Cela permettra d'identifier les segments encore en retard (par exemple, telle région, tel groupe démographique) et d'ajuster les politiques en conséquence. De plus, évaluer l'impact des programmes d'éducation financière mis en place offrira un retour d'information précieux pour les améliorer continuellement.

En conclusion, fintechs et culture financière forment un duo synergique pour promouvoir une inclusion financière à la fois large et durable. Les fintechs apportent de nouvelles portes d'entrée vers les services financiers, mais c'est la culture financière qui fournit la clé pour les ouvrir et s'en servir correctement. Les acteurs publics et privés ont tout intérêt à conjuguer leurs efforts : soutenir l'innovation tout en investissant dans le capital humain financier. Les perspectives d'une finance plus inclusive sont prometteuses, comme l'ont montré les progrès de la dernière décennie. Poursuivre sur cette lancée exigera de relever les défis persistants identifiés, en veillant à ce que personne ne soit laissé au bord du chemin numérique. Avec des politiques avisées et une collaboration étroite entre fintechs, institutions et communautés, l'objectif d'une inclusion financière universelle – où chaque individu, indépendamment de son revenu ou de sa situation, peut accéder aux services financiers nécessaires à son bien-être – devient atteignable. C'est un enjeu à la fois économique et éthique, condition indispensable d'un développement réellement inclusif. Les prochaines années seront décisives pour transformer l'essai et faire de la finance digitale un vecteur d'autonomisation pour tous.

Références bibliographiques :

- Akmal, H., & Saputra, Y. E. (2016). Analysis of financial literacy levels. *Journal of Islamic Economics and Business*, 1(2), 235244.
- Ali, M., Hashmi, S. H., Nazir, M. R., Bilal, A., & Nazir, M. I. (2021). Does financial inclusion enhance economic growth? Empirical evidence from the IsDB member countries. *International Journal of Finance & Economics*, 26(4), 5235–5258.
- Amri, A. F., & Iramani. (2018). The influence of financial literacy on MSME performance in Surabaya. *Journal of Business & Banking*, 8(1), 59–70.
- Arun, T., & Kamath, R. (2015). Financial inclusion: Policies and practices. *IIMB Management Review*, 27(4), 267–287.
- Asif, Mohammad, Mohd Naved Khan, Sadhana Tiwari, Showkat K. Wani, and Firoz Alam. 2023. The Impact of Fintech and Digital Financial Services on Financial Inclusion in India. *Journal of Risk and Financial Management* 16: 122.
- Banque mondiale. (2022). *Global Findex Database 2021: Financial Inclusion, Digital Payments, and Resilience in the Age of COVID-19*. Retrieved from <https://www.worldbank.org/en/publication/globalindex>
- Bongomin, George Okello Candiya, and John C. Munene. 2021. Analyzing the Relationship between Mobile Money Adoption and Usage and Financial Inclusion of MSMEs in Developing Countries: Mediating Role of Cultural Norms in Uganda. *Journal of African Business* 22: 1–20.
- Bongomin, George Okello Candiya, and Joseph Mpeera Ntayi. 2020. Mobile money adoption and usage and financial inclusion: Mediating effect of digital consumer protection. *Digital Policy, Regulation and Governance* 22: 157–76.
- Business Research Insights. (2024). *Mobile money market analysis & forecast 2024-2033*. Retrieved from <https://www.businessresearchinsights.com>
- Chen, S., Doerr, S., Frost, J., Gambacorta, L., & Hill, J. (2022). *Fintech and financial inclusion: Measuring the impact*. IMF Working Paper WP/22/80. Disponible en ligne sur : [imf.org](https://www.imf.org)
- Chung, Youngjoo, Swarn Chatterjee, and Tae-Young Pak. 2023. Digital financial literacy and financial well-being. *Finance Research Letters* 58: 104438.

- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2020). The Global Findex Database 2017: Measuring financial inclusion and opportunities to expand access to and use of financial services. *The World Bank Economic Review*, 34(Suppl. S1), S2–S8.
- Hassan, M. S., & bin Ahsan, W. (2025). Financial education and economic empowerment in urban Bangladesh: Overcoming barriers to inclusion. Userhub. <https://doi.org/10.58947/journal.grwp78>
- Hikouatcha P, Tagne Foka AG, Tindang Kountelejouo CL, Mboyou Mfokue H. Does culture empower inclusive finance? Empirical investigation into small business in Cameroon. *Heliyon*. 2024 Mar 19;10(6):e27750.
- Honohan, P. (2004). Financial development, growth and poverty: How close are the links? In *Financial development and economic growth* (pp. 1–37). Springer.
- Institute of International Finance & Center for Financial Inclusion. (2017). *Financial inclusion through fintech partnerships: A path forward*. [Report]. Center for Financial Inclusion. <https://www.centerforfinancialinclusion.org/wp-content/uploads/2024/02/IIF-CFI-FI-Fintech-Partnerships-Final.pdf>.
- International Monetary Fund. (2022). *Fintech: Financial inclusion or exclusion?* <https://www.imf.org/>
- Kasendah, B. S., & Wijayangka, C. (2019). The influence of financial literacy on the performance of MSMEs. *Journal of Management and Business*, 3(1), 153–160.
- Morgan, P. J., & Trinh, L. Q. (2020). Fintech and financial literacy in Viet Nam. (ADBI Working Paper Series No. 1154). Asian Development Bank Institute (ADBI). Available online: <https://hdl.handle.net/10419/238511>
- Our World in Data. (2024). *Active mobile money accounts*. Retrieved from <https://ourworldindata.org/grapher/active-mobile-money-accounts>
- Prasad, Hanuman, Devendra Meghwal, and Vijay Dayama. 2018. Digital Financial Literacy: A Study of Households of Udaipur. *Journal of Business and Management* 5: 23–32.
- Sanistasya, P. A., Raharjo, K., & Iqbal, M. (2019). The Effect of Financial Literacy and Financial Inclusion on Small Enterprises Performance in East Kalimantan. *Jurnal Economia*. <https://doi.org/10.21831/economia.v15i1.23192>

- Shaikh, Aijaz A., Richard Glavee-Geo, Heikki Karjaluo, and Robert Ebo Hinson. 2023. Mobile money as a driver of digital financial inclusion. *Technological Forecasting and Social Change* 186: 122158.
- Sharma, D., & Munjal, P. (2024). Determining the key drivers of FinTech adoption in India. *International Journal of Process Management and Benchmarking*, 16(4), 533–554.
- Shen, Yan, C. James Hueng, and Wenxiu Hu. 2020. Using digital technology to improve financial inclusion in China. *Applied Economics Letters* 27: 30–34.
- Yue, Pengpeng, Aslihan Gizem Korkmaz, Zhichao Yin, and Haigang Zhou. 2022. The rise of digital finance: Financial inclusion or debt trap? *Finance Research Letters* 47: 102604.